

Samir AMIN

Pour un rapport alternatif au « rapport Stiglitz »

Quelques observations liminaires indispensables

Le discours de l'économie conventionnelle qualifie le système en place « d'économie de marché », une qualification insuffisante et même trompeuse qui conviendrait pour décrire tout également l'Angleterre du XIXe siècle que la Chine des Sung et des Mings, les villes italiennes de la Renaissance.

Cette fausse définition a été introduite dans le discours des Nations Unies après la seconde guerre mondiale pour opposer les « économies de marché » aux « économies centralement planifiées » (parfois qualifiées « d'économies administrées »), et éviter leur qualification respective de « capitalistes » et « socialistes ». Cette double définition permettait, selon l'humeur et les exigences des moments successifs de l'évolution des relations internationales, de mettre l'accent sur leur contraste fondamental (opposant les régimes « démocratiques » à ceux qualifiés de « totalitaires » dans les moments de guerre froide) ou au contraire sur leurs similarités (invoquant la « convergence des systèmes » dans les moments de « coexistence pacifique »). Tout cela convenait parfaitement aux pouvoirs en place à l'ouest comme à l'Est parce que cette double fausse définition écartait d'emblée l'examen sérieux de la réalité des logiques, des exigences et des pratiques à la fois du « capitalisme réellement existant » et du « socialisme réellement existant », et donc leur double critique radicale, à laquelle elle substituait la légitimation des prises de position diplomatiques du moment, par nature conjoncturelles et opportunistes.

Simultanément la théorie de « l'économie de marché » a toujours constitué la colonne vertébrale de « l'économie vulgaire », pour reprendre la qualification puissante que Marx en a déduit de sa critique radicale. La théorie en question évacue d'emblée et intégralement la réalité essentielle – les rapports sociaux de production (en particulier la propriété comme expression immédiate de ces rapports, érigée en principe sacralisée) – pour lui substituer l'hypothèse d'une société constituée « d'individus » (devenus de ce fait en dernière analyse les agents actifs de la reproduction du système et de son évolution). Ces « individus » (l'*homo oeconomicus*) sont anhistoriques, identiques à eux-mêmes depuis l'origine de l'humanité (Robinson), porteurs des mêmes qualités inchangées (l'égoïsme et la capacité de calculer et de faire des choix à son service). La construction bâtie sur ces fondements – « l'économie de marché » - ne correspond donc pas à une formulation stylisée du monde du capitalisme historique et réel. Il s'agit de la construction d'un système imaginaire qui n'intègre pratiquement rien d'essentiel de ce qui caractérise la réalité capitaliste.

La critique du *Capital* dévoile la nature idéologique (au sens fonctionnel du terme) de cette construction de l'économie vulgaire depuis Bastiat et Jean Baptiste Say, dont la fonction est simplement de légitimer l'ordre social en place, en l'assimilant à un « ordre naturel et rationnel ». Les théories ultérieures de la valeur – utilité et de l'équilibre économique général développées en réponse à Marx dans le troisième tiers du XIXe siècle et celles de leur héritier tardif, l'économie « mathématisée » contemporaine qualifiée de classique, néoclassique,

libérale, néolibérale (ces qualifications n'importent pas), ne sortent pas du cadre défini par les principes fondamentaux de l'économie vulgaire.

Le discours de l'économie vulgaire conforte les exigences de la production et de la reproduction du capitalisme réellement existant.

Il promeut au devant de la scène l'éloge exclusif de la « compétition » considérée comme la condition incontournable du « progrès », qualité refusée à la solidarité (en dépit des témoignages de l'histoire), elle-même enfermée dans le corset étroit de la compassion et de la charité. Qu'il s'agisse de la concurrence entre « producteurs » (capitalistes, sans grande attention portée à la forme oligopolistique de la production capitaliste contemporaine), ou même entre « travailleurs » (ce qui suppose que le chômeur, ou le « pauvre », est responsable de sa situation). Le langage nouveau (« les partenaires sociaux » en lieu et place des classes en conflit) comme les pratiques –entre autre du Tribunal de l'Union Européenne farouche partisan du démantèlement des syndicats, obstacle à la concurrence entre travailleurs) – confortent l'exclusivité de la « compétition ».

A son tour l'adoption du principe exclusif de la compétition invite la société à se rallier à l'objectif de la construction d'un « consensus » qui exclut de la perspective l'imaginaire d'une « autre société », fondée sur la solidarité. Cette idéologie de la société de consensus qui est désormais en passe d'être adoptée en Europe, annihile la portée transformatrice du message démocratique. Elle véhicule le message libertaire de droite qui considère l'Etat – quel qu'il soit – comme « l'ennemi de la liberté » (entendre l'ennemi de la liberté d'entreprise du capital). Elle dissocie la pratique de la démocratie castrée du progrès social.

Cette introduction, d'une teneur générale me paraît nécessaire pour saisir la nature de la critique que je ferai du « rapport Stiglitz » (et des propositions alternatives que je lui opposerai) lequel reste intégralement enfermée dans les logiques du discours vulgaire dominant, s'interdisant d'en franchir les lignes rouges.

Au cœur du problème contemporain : le capitalisme des oligopoles, généralisé, mondialisé et financiarisé

1. Le capitalisme est parvenu à un stade de centralisation et de concentration du capital sans commune mesure avec ce qu'il en était il y a seulement une cinquantaine d'années, et que je qualifie pour cette raison de capitalisme des oligopoles généralisé. Car d'évidence les « monopoles » (ou mieux les oligopoles) ne sont en aucune manière des inventions nouvelles dans l'histoire des temps modernes. Ce qui est par contre récent, nouveau, c'est le fait qu'un nombre limité et recensé d'oligopoles (« groupes »), de l'ordre de 500 si on ne retient que les plus gigantesques d'entre eux et 3 à 5.000 si on en dresse la liste quasi exhaustive, déterminent désormais seuls par leurs décisions l'ensemble de la vie économique de la planète, et davantage. Ce capitalisme des oligopoles généralisé constitue de ce fait un saut qualitatif dans l'évolution générale du capitalisme.

La raison retenue – et généralement la seule – pour rendre compte de cette évolution est que celle-ci est le produit nécessaire du progrès des technologies. Cela n'est que très partiellement vrai ; et encore faudrait-il préciser que l'invention technologique est elle-même commandée dans une large mesure par les exigences de sa mise au service de la concentration et du gigantisme. Pour de nombreuses productions, l'efficacité non seulement n'exige pas ce gigantesque mais au contraire la « petite » et « moyenne » entreprise. Il en est ainsi par exemple pour la production agricole, où l'agriculture familiale moderne s'avère de loin la plus

efficace. Mais il en est ainsi pour beaucoup d'autres productions de biens et services, néanmoins désormais soumis aux oligopoles qui en déterminent les conditions de la survie nécessaire.

La raison véritable majeure de ce processus se situe ailleurs : dans la recherche du profit maximal qui avantage les groupes puissants bénéficiaires de l'accès prioritaire exclusif aux marchés des capitaux. La concentration en question est toujours venue en réponse du capital aux crises longues et profondes qui ont marqué son histoire. Pour les temps récents une première fois à la crise amorcée dans les années 1870, une seconde fois à celle amorcée un siècle exactement plus tard dans les années 1970.

2. La concentration en question est à l'origine de la « financiarisation » du système. Car celle-ci est le moyen par lequel les oligopoles parviennent à ponctionner sur la plus value globale produite dans le système de production une « rente de monopole » qui permet de relever dans des proportions considérables les taux de profit des groupes oligopolistiques concernés. Cette ponction est obtenue par l'accès exclusif des oligopoles aux marchés monétaires et financiers qui deviennent de ce fait les marchés dominants.

La « financiarisation » n'est donc en aucune manière le produit d'une dérive regrettable associée à la « dérégulation » des marchés financiers, encore moins « d'accidents » (comme les subprime) sur lesquels l'économie vulgaire et le discours politique d'accompagnement concentrent l'attention. Elle est une exigence nécessaire à la reproduction du système des oligopoles généralisé. Autrement dit tant qu'on ne remet pas en question le statut (« privé ») de ces oligopoles il est vain de parler de régulation » (audacieuse) des marchés financiers.

3. Le capitalisme des oligopoles généralisé et financiarisé est tout également mondialisé.

Ici encore la « mondialisation » n'est par elle-même en aucune manière une caractéristique nouvelle du capitalisme, qui a toujours été « mondialisée ». Je suis même allé plus loin dans la qualification de la mondialisation capitaliste, et placé l'accent sur son caractère « polarisant » inhérent à sa nature (producteur du contraste croissant entre les centres « développés » du système et ses périphéries dominées), et ce à toutes les étapes de l'expansion capitaliste, du passé, du présent et du futur visible. J'ai tout également avancé la thèse que la phase nouvelle de la mondialisation était associée nécessairement à l'émergence d'un « impérialisme collectif de la triade » (Etats Unis, Europe, Japon).

La mondialisation nouvelle est elle-même indissociable du contrôle exclusif de l'accès aux ressources naturelles de la planète exercé par les pays de l'impérialisme collectif. De ce fait la contradiction centre/périphéries – le conflit Nord/Sud dans le langage courant – s'affirme comme centrale dans les transformations possibles du capitalisme réellement existant de notre époque. Et ce à un degré encore plus marqué que par le passé, qui exige à son tour l'exercice par le centre impérialiste collectif d'un « contrôle militaire de la planète ».

4. Les différentes « crises systémiques » observées et analysées – le caractère énergétivore des systèmes de production, la crise agricole et alimentaire etc. – sont indissociables des exigences de la reproduction du capitalisme des oligopoles généralisé, financiarisé et mondialisé. En l'absence de remise en question du statut des oligopoles en question, les formulations de politiques adéquates pour donner une solution à ces « crises systémiques » - les formulations concernant le « développement durable » - demeurent des bavardages futiles.

5. Le capitalisme des oligopoles généralisé, financiarisé et mondialisé est devenu de ce fait un système « obsolète ». Dans le sens précis que la socialisation des oligopoles en question, c'est-à-dire l'abolition de leur statut privé, doit constituer désormais l'objectif stratégique incontournable dans l'analyse critique authentique du monde réel. En son absence le système par lui-même ne peut produire que des effets destructifs de plus en plus barbares et criminels. Destruction de la planète elle-même peut être. Destruction des sociétés de la périphérie avec certitude, de celles des pays dits « émergents » comme de celles des pays « marginalisés ».

Le caractère obsolète du système parvenu au stade contemporain de son évolution est lui-même indissociable des transformations concernant l'architecture des classes dirigeantes (« bourgeoisies »), la pratique politique, l'idéologie et l'expression de la culture politique. La (ou les) bourgeoisie historique disparaît de la scène, remplacée désormais par la ploutocratie des « patrons » des oligopoles. La dérive de la pratique de la démocratie vidée de contenu, l'émergence d'expressions idéologiques ultra réactionnaires accompagnent nécessairement le caractère obsolète du capitalisme contemporain.

6. L'exercice de la domination des oligopoles opère dans la triade impérialiste centrale et dans les pays des périphéries du système dans des conditions et par des moyens différents. Cette différence est décisive, essentielle pour identifier les contradictions majeures du système et à partir de là imaginer les évolutions possibles du conflit Nord/Sud, appelé à prendre de l'ampleur.

La triade de l'impérialiste collectif rassemble les Etats Unis et leurs provinces extérieures (Canada et Australie), l'Europe occidentale et centrale, le Japon. Les oligopoles mondialisés sont tous les produits de la concentration du capital national dans les pays qui constituent la triade. On reviendra plus loin sur les oligopoles nationaux des pays du Sud. Les pays de l'Europe orientale, même ceux qui appartiennent désormais à l'Union Européenne, ne disposent pas par eux même mêmes de leurs propres oligopoles « nationaux », et de ce fait ne constituent qu'un champ d'expansion pour les oligopoles de l'Europe occidentale (en particulier de l'Allemagne). Ils relèvent donc du statut de périphérie. Leur rapport asymétrique à l'Europe occidentale est mutatis mutandis analogue à celui qui lie l'Amérique latine aux Etats Unis (et accessoirement à l'Europe occidentale et au Japon).

Dans la triade les oligopoles occupent toute la scène de la décision économique. Leur domination s'exerce directement sur toutes les entreprises gigantesques de production de biens et services comme sur les institutions financières (banques et autres) qui relèvent de leur pouvoir. Elle s'exerce indirectement sur l'ensemble des petites et moyennes entreprises (dans l'agriculture comme dans les autres domaines de la production), souvent réduites au statut de sous traitants, toujours soumises aux contraintes dans lesquelles les oligopoles les enferment en amont et en aval. Par ailleurs les oligopoles de la triade opèrent dans les pays des périphéries selon des modalités qu'on retrouvera plus loin.

Les oligopoles ne dominent pas seulement la vie économique des pays de la triade. Ils monopolisent à leur profit le pouvoir politique ; et les partis politiques électoraux (de droite et de gauche) sont devenus leurs débiteurs. Cette position est, pour l'avenir visible, acceptée comme « légitime » (en dépit de la dégradation de la démocratie qu'elle implique). Elle ne sera menacée que lorsque, dans un avenir plus lointain peut être, des « fronts anti-ploutocratiques » seront parvenus à mettre à l'ordre du jour l'abolition de la gestion privée des oligopoles et leur socialisation, dans des formes complexes et évolutives ouvertes.

Les formes et moyens de l'exercice du pouvoir des oligopoles dans les périphéries sont tout autre. Certes les délocalisations franches et les pratiques de sous traitance en expansion ont donné aux oligopoles de la triade des pouvoirs d'intervention directe dans la vie économique des pays en question. Mais ceux-ci demeurent des pays indépendants dominés par des classes dirigeantes locales à travers lesquelles les oligopoles de la triade sont contraints d'opérer. L'éventail des formules d'opérations des rapports entre les oligopoles et les classes dirigeantes locales est largement ouvert. Ces formules vont de la pleine soumission directe de ces dernières, dans les pays « compradorisés » (« re-colonisés ») notamment dans les périphéries « marginalisées » (Afrique en particulier, mais pas exclusivement), à la négociation parfois difficile (avec concessions mutuelles obligatoires) – avec les classes dirigeantes, notamment des pays « émergents », Chine en premier lieu.

Il existe des oligopoles dans les pays du Sud. Cela a été le cas des grands ensembles publics dans les systèmes antérieurs du socialisme réellement existant (en Chine bien entendu, comme dans l'ex Union Soviétique, mais aussi à une échelle de taille plus modeste à Cuba et au Viet Nam). Cela a été le cas en Inde, au Brésil et ailleurs dans le Sud « capitaliste » : certains de ces oligopoles ayant le statut public ou semi public, d'autres privés. Avec l'approfondissement de la mondialisation certains de ces oligopoles (publics ou privés) ont amorcé leur intervention hors de leurs frontières, et reproduit les méthodes mises en œuvre par les oligopoles de la triade. Néanmoins les interventions des oligopoles du Sud hors de leurs frontières demeurent – et demeureront pour longtemps – marginales comparativement à celles du Nord. Par ailleurs les oligopoles du Sud n'ont pas capté à leur profit exclusif le pouvoir politique dans leurs pays respectifs. En Chine la statocratie du Parti-Etat constitue toujours le noyau essentiel du pouvoir. En Russie le mix Etat-oligarchie privées a restitué à l'Etat un pouvoir autonome perdu un moment après l'effondrement de l'URSS. En Inde, au Brésil et dans d'autres pays du Sud le poids de l'oligarchie privée n'est pas exclusif : le pouvoir est assis sur des blocs hégémoniques plus larges, intégrant notamment des bourgeoisies nationales, des classes moyennes, des propriétaires latifundiaires modernisés, des paysans riches.

L'ensemble de ces conditions réelles interdit de confondre l'Etat dans la triade (au service exclusif de l'oligarchie et toujours légitime) et l'Etat dans les périphéries. Celui-ci ne bénéficie jamais du même degré de légitimité que dans les centres, et peut parfaitement perdre intégralement celle-ci. Les pouvoirs en place tels qu'ils sont demeurent de ce fait fragiles, vulnérables aux luttes sociales et politiques.

L'hypothèse que cette vulnérabilité serait « transitoire » et appelée à s'atténuer avec le développement du capitalisme local lui-même inscrit dans la mondialisation, qui procède de la vision linéaire des « étapes du développement » (formulée par Rostow en 1960) est indiscutablement erronée, même pour les pays « émergents ». Mais la pensée conventionnelle et l'économie vulgaire ne sont pas équipées intellectuellement pour comprendre que le « rattrapage » dans le système est impossible, que l'écart centres/périphéries n'est pas appelé à s'effacer « graduellement ».

7. Les oligopoles et les pouvoirs politiques à leur service dans les pays de la triade poursuivent l'objectif exclusif de « sortir de la crise financière » et de restaurer le système tel qu'il était pour l'essentiel. Il y a de bonnes raisons de penser que cette restauration – en cas de succès, ce qui n'est pas impossible quoique plus difficile qu'on ne le pense généralement – ne pourrait être durable, car elle implique la remise en route de l'expansion financière, moyen incontournable pour les oligopoles de capter à leur profit une rente de monopole. Un nouvel effondrement financier, encore plus fracassant que celui de 2008, serait donc probable. Mais

au-delà même de ces considérations la restauration du système, destinée à permettre la reprise de l'expansion du champ des activités des oligopoles, impliquerait l'aggravation des processus d'accumulation par dépossession des peuples du Sud (par la capture de leurs ressources naturelles, y compris de leurs terres agricoles). Et les discours écologistes concernant « le développement durable » ne pèseront pas lourds face aux logiques de l'expansion des oligopoles, tout à fait capables de paraître les « adopter » dans leur rhétorique comme on le voit déjà.

Les victimes principales de cette « reprise » seraient les nations du Sud, pays « émergents » et autres.

Dans ces conditions on peut imaginer que les « conflits Nord/Sud » sont appelés à prendre beaucoup d'ampleur dans les années à venir. Les réponses que le « Sud » donnera à ces défis pourraient alors constituer l'axe majeur de la remise en question du système mondialisé. Une remise en question qui n'est pas directement celle du « capitalisme » mais qui est assurément celle de la mondialisation commandée par la domination des oligopoles.

Les objectifs d'un rapport alternatif au rapport Stiglitz devraient donc être précisés dans une perspective de contribution à armer les peuples et les Etats du Sud face à l'agression des oligopoles de la triade, faciliter leur « déconnexion » relative par rapport au système de la mondialisation en place, promouvoir des alternatives de coopération Sud-Sud multiples conséquentes.

La remise en question du statut privatif des oligopoles par les peuples du Nord eux-mêmes (le « front antiploutocratique ») constitue certes l'objectif stratégique incontournable des luttes pour l'émancipation des travailleurs et des peuples. Mais la maturation politique de cet objectif demeure malheureusement distante, peu probable dans l'avenir visible. Et de ce fait les conflits Nord/Sud sont appelés probablement à occuper le devant de la scène.

Les limites du « rapport Stiglitz »

1. Le président en exercice de l'Assemblée Générale des Nations Unies, le Père Miguel d'Escoto (Nicaragua) avait commandité un rapport destiné à être présenté à une conférence des Chefs d'Etat et de gouvernements, prévue initialement pour Juin 2009.

La présidence de la commission chargée de la rédaction du rapport avait malheureusement été confiée par d'Escoto au professeur Stiglitz. Economiste conventionnel – et guère plus que cela – Stiglitz a enfermé la commission dans l'ensemble des préjugés propres à sa profession.

Premier préjugé : la crise est une crise financière, produite par des « excès » d'expansion financière (eux-mêmes facilités par des « dérèglementations » abusives). Il ne s'agit là que d'une évidence triviale immédiate. Car derrière les excès en question se profilent les exigences incontournables du déploiement de la logique d'expansion des oligopoles. Stiglitz n'a pas l'équipement intellectuel permettant de le comprendre. Et, l'effondrement financier de 2008, qui était la conséquence inéluctable du déploiement de la longue crise amorcée dès les années 1970, et pas seulement des excès financiers des dernières années, a donc surpris Stiglitz comme tous ses collègues économistes vulgaires.

En conséquence pour Stiglitz, pour sortir de la crise il suffit que l'on donne la priorité au rétablissement du fonctionnement du système financier. Des réformes de celui-ci doivent être envisagées, capables selon lui, d'éviter la rechute. Stiglitz n'est pas équipé pour comprendre que ces réformes seront d'une manière ou d'une autre contournées par les pratiques des

oligopoles tant que ceux-ci conserveront leur statut « privé » garantissant leur gestion au service exclusif des intérêts particuliers qu'ils concentrent dans leur pouvoir. Le discours « moralisant » et la substitution du sermon à l'analyse politique resteront comme toujours sans efficacité.

Second préjugé : l'identification des moyens capables de protéger efficacement le système économique et financier des dérives et des « crises » peut être découverte par l'approfondissement des recherches concernant le fonctionnement effectif des marchés. La profession des économistes conventionnels s'est toute entière constituée sur la base presque exclusive de ce type de recherches (qui ont d'ailleurs valu à Stiglitz son prix Nobel). L'hypothèse sous jacente est que les marchés sont (ou tout au moins peuvent être) auto-régulés. Et bien que la preuve de l'existence d'une telle tendance fondamentale n'ait jamais pu être établie, la profession des économistes vulgaires est contrainte de croire à cet axiome erroné. Car si les marchés ne sont pas autorégulés et même autorégulables dans le capitalisme ... il n'y a plus rien à faire.

Dans le capitalisme réel le fonctionnement du système et des marchés, l'intervention des luttes sociales et des conflits internationaux interagissent pour faire évoluer le système de déséquilibre en déséquilibre (à la rigueur en passant par un équilibre provisoire). L'action des acteurs qui veulent promouvoir les intérêts des travailleurs et des peuples s'inscrit dans cette perspective, refuse de se soumettre aux exigences d'un prétendu « équilibre (ou équilibre apparent) qui les défavorise pour imposer un autre « équilibre » (ou déséquilibre) meilleur pour eux. Cette option fondamentale de méthode devrait être celle de notre projet alternatif.

Troisième préjugé : la restauration du système de la mondialisation telle qu'elle était pour l'essentiel est souhaitable car elle offre des possibilités de développement pour les peuples du Sud.

Ce préjugé, commun à tous les économistes vulgaires, qui partagent la vision linéaire simpliste à l'extrême du « développement par étapes » (à la Rostow), interdit à Stiglitz et à ses collègues de comprendre la nature de l'échec historique permanent du « Sud » (les périphéries) dans ses efforts de « rattrapage » du « Nord » (le centre) par son insertion approfondie dans la mondialisation capitaliste. L'idée que l'accumulation capitaliste mondialisée est à l'origine de la production et de la reproduction de l'échec en question lui est totalement étrangère au point d'être véritablement incompréhensible.

C'est pourquoi Stiglitz et ses pairs sont contraints d'ignorer la paupérisation inhérente à la poursuite de cette accumulation mondialisée pour lui substituer des considérations sur un phénomène considéré alors comme seulement adjacent – « la pauvreté » - dont la réalité est rapportée à des « fautes » de politique, qu'on peut corriger sans poser la question de la logique du procès d'accumulation. Néanmoins la tentative de formuler des programmes de « réduction de la pauvreté » qui ont valu à Stiglitz la réputation d'économiste « critique » n'a jamais donné que de minces résultats. Les résistances, révoltes et éventuellement engagements des sociétés du Sud dans d'autres voies paraissent alors, à Stiglitz et à ses collègues, « irrationnelles », motivées par des options « idéologiques » creuses (du type « nationalisme outrancier » etc.). Stiglitz écarte donc du champ de sa réflexion la prise en considération de ces résistances et engagements alternatifs, qui, pourtant, sont appelés à occuper le devant de la scène.

Quatrième préjugé : les problèmes graves auxquels l'humanité contemporaine est confrontée (des modes de production trop énergétivores, l'épuisement de certaines ressources naturelles,

les déficiences des systèmes de production alimentaires et autres) constitueraient des problèmes adjacents, séparés les uns des autres ; indépendants du système saisi dans sa totalité. Des solutions pourraient donc leur être trouvées dans le système tel qu'il est pour l'essentiel.

La profession des économistes vulgaires ignore les questions de l'écologie, situées hors de son champ de réflexion, contrairement à Marx qui distinguait valeur et richesse. Les nouveaux « écolo-économistes » tentent d'associer la prise en compte de ces questions et les méthodes de calculs qu'ils ont hérité de l'économie conventionnelle. Une conciliation impossible mais qui néanmoins permet à tous les hommes (et femmes) des pouvoirs (de droite et de gauche) et des dirigeants des oligopoles de s'habiller à bon marché de la couleur verte est désormais à la mode (voir Annexe 2).

Des membres du groupe consulté par Stiglitz (en particulier François Houtart) ont critiqué sans concession la méthode du rapporteur et tenté sans relâche d'y intégrer les grands défis concernés. En dépit de leurs efforts la lecture du texte final laisse l'impression fâcheuse que cette prise en considération n'a fait l'objet que de discours rhétoriques plaqués, sans conséquence, illustrant par là même les limites de Stiglitz.

2. Stiglitz s'est proposé – dans les limites de sa méthode indiquées plus haut – « une sortie par le haut » de la crise. Il a donc réuni une somme de propositions qu'il juge suffisantes et efficaces pour permettre à un système de la mondialisation « corrigée » d'associer ce qu'il croit être les avantages décisifs du capitalisme mondialisé (permettre le développement de tous les pays Nord et Sud) et les « remèdes » nécessaires et suffisants selon lui pour en corriger les défauts et les erreurs (réduction des risques financiers, « gouvernance » démocratique des institutions internationales, réduction de la pauvreté, prise en compte – légère pour ne pas dire insignifiante – de « questions adjacentes », amorce timide – peut être - d'un système financier sorti de sa référence exclusive au dollar).

Le projet est tout à fait irréaliste. Il l'est d'abord parce que l'idée même que le système restauré dans ce qu'il a d'essentiel atténuera le conflit Nord-Sud reste sans fondement. Cette idée est déjà démentie dans les faits. Il l'est aussi parce que les propositions que le rapport suggère d'adopter ne peuvent être mises en œuvre que si les oligopoles le veulent bien. L'inverse est plus probable. Stiglitz n'est certainement pas seul à raisonner de la sorte : beaucoup d'autres économistes conventionnels qui se prétendent « réformistes » ont fait des propositions analogues visant à une « sortie par le haut » de même nature, fondée sur les mêmes hypothèses irréelles et victimes des mêmes limites.

Je crois cette volonté de proclamer possible la « sortie par le haut » n'est pas seulement irréaliste, mais de surcroît dangereuse par les illusions qu'elle inspire.

L'analogie est forte entre le modèle « de sortie par le haut dans le capitalisme » du rapport et celui de « sortie par le haut par la révolution socialiste » proposée par d'autres. Il s'agit dans les deux cas du « grand soir », au lendemain duquel tous les problèmes sont réglés. L'histoire ne fonctionne pas de cette manière. L'histoire avancera à tâtons par les réponses données aux défis immédiats, à travers principalement les conflits internationaux Nord Sud. Sans négliger pour autant les réponses – toujours partielles – que le déploiement des luttes sociales dans le Nord et le Sud apporteront à ces défis. L'interaction des unes et des autres engagera l'humanité soit sur la longue route du progrès (et pour moi celle-ci deviendra celle de la transition socialiste) soit sur celle de la barbarie. Proposer une « sortie par le haut dans le capitalisme » n'évite pas l'engagement sur la route du désastre. Appeler dans des formes de

gesticulation révolutionnaire au « grand soir » de la Révolution (R majuscule) socialiste restera, d'évidence, sans effet.

C'est donc une toute autre méthode que je proposerai pour avancer dans des réponses possibles (« réalistes ») et efficaces s'inscrivant sur la route du progrès. Sans doute la conviction socialiste de certains (dont moi-même) n'est-elle pas l'objet de notre discussion ici. Dans mon livre « *Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise* » j'exprime mon point de vue (et sans doute celui d'autres), mais n'en fait pas la « frontière » qui nous séparerait des alliés dans nos luttes communes. La proposition de rapport alternatif au rapport Stiglitz (voir plus loin) ne porte ni ce titre, ni « l'obligation » d'en partager la méthode.

3. Pour ce qui concerne la critique des propositions retenues par Stiglitz je renvoie le lecteur à l'Annexe 1.

4. En conclusion je dirai que le rapport Stiglitz était voué à l'échec, par le choix malheureux de son Président, probablement de surcroît autoritaire, qui a peut être imposé finalement ses vues (et ses « concessions » aux autres), guère plus.

L'échec se traduit par celui, prévisible, de l'Assemblée Générale à laquelle peu de gouvernements donneront de l'importance.

Le rapport ne se démarque pas beaucoup des « positions » prises par les gouvernements de la triade (le G 7), exprimées entre autre dans le G 20, qui ne se démarquent pas elles mêmes de ce qui pourrait paraître « acceptable » pour les oligopoles, en partie parce que ceux-ci savent qu'ils pourront en détourner l'intention apparente proclamée.

Beaucoup de responsables du Sud (gouvernements inclus) sont « réservés », pour le moins qu'on puisse dire, à l'égard de ces propositions. Mais dans l'état actuel des rapports diplomatiques ils préfèrent se taire plutôt que de le proclamer.

L'alternative consistera à donner la possibilité aux pays du Sud non pas de polémiquer contre le Nord mais d'avancer ensemble de leur côté, loin de la recherche d'une solution « de consensus global » acceptable par le Nord. Tel est l'objectif de notre proposition alternative.

Pour un rapport alternatif

1. Les pays du Sud peuvent faire avancer leurs réponses à la crise par leurs propres moyens, sans s'inquiéter trop des réactions du Nord aux mesures qu'ils seront amenés à prendre soit à leurs niveaux nationaux, soit autant que possible à ceux de leurs regroupement régionaux (existants et à venir) et à leur niveau global (le « Bandung 2 », ou mieux la « Tricontinentale 2 »).

L'objet du rapport alternatif sera de formuler d'une manière précise des propositions allant dans ce sens. Il existe fort heureusement un bon nombre d'études critiques de grande qualité qui constituent un excellent stock de références de départ pour cet exercice. Je citerai entre autres le rapport récent de la CNUCED (Avril 2009), largement supérieur au rapport Stiglitz, les travaux de Jacques Berthelot et ceux de Via Campesina, beaucoup des documents discutés à l'Assemblée du Forum Mondial des Alternatives d'Octobre 2008, ou produits à sa suite.

2. Ces propositions s'inscrivent dans l'idée de fond et de base que dans un horizon stratégique possible et visible le « Sud » peut se passer du « Nord », tandis que l'inverse n'est pas vrai.

Le Nord – tel qu'il est (et il n'imagine pas d'alternative) – ne peut pas survivre sans renforcer le pillage des ressources du Sud – ressources naturelles, pétrole et gaz, produits miniers, sols agricoles, main d'œuvre à bon marché. Donc aggraver et non atténuer le développement inégal, annihiler les espoirs des pays « émergents ».

Le Sud est désormais équipé pour réduire (voire se débarrasser) l'efficacité des moyens par lesquels le Nord exerce sa domination. Il peut récupérer le contrôle de ses ressources naturelles, développer par lui-même les technologies les plus avancées et les mettre au service de son développement, il peut organiser ses rapports financiers à côté sinon tout à fait hors du système global, il peut réduire la menace d'agressions militaires, qui constitue en dernier ressort le seul moyen – barbare et criminel – de le maintenir dans la dépendance. Celle-ci peut paraître pesante à court terme. Mais une stratégie de développement renforcée par l'intensification des formes adéquates de coopérations Sud - Sud peut en réduire progressivement – et même rapidement – les effets destructeurs.

3. L'économie est toujours politique. Et la politique est toujours nationale et internationale. Au premier de ces plans le rapport devra donc considérer (pour être sérieux) l'articulation entre les conflits d'intérêts sociaux au sein des sociétés du Sud et la formulation des alternatives de développement. Au second de ces plans il devra prendre en compte les exigences de la construction de convergences politiques communes obligeant la triade à reculer, voire à renoncer à son projet de guerre permanente pour le contrôle militaire de la Planète.

4. Les formes et étapes de la réalisation de ce projet restent encore à discuter.

(i) Le FMA et le FTM doivent être les initiateurs du projet et mettre en place à cet effet une commission chargée de rédiger le rapport (un an, une vingtaine de membres soigneusement choisis ?)

(ii) Le rapport final de cette commission doit être largement diffusé auprès des forces politiques intéressées et porté à la connaissance des gouvernements du Sud.

(iii) Dans l'hypothèse de succès de l'entreprise on pourrait imaginer une suite donnée au projet par la constitution d'un groupe « officiel », opérant par exemple dans le cadre du Secrétariat du NAM (Mouvement des Non Alignés) ou du groupe 77 + Chine de l'ONU. Il serait souhaitable que la Présidence du groupe soit confiée à une personnalité politique respectée, comme par exemple Nelson Mandela.

ANNEXE 1

Les propositions du rapport Stiglitz

1. L'examen exhaustif des propositions du rapport Stiglitz est un exercice fastidieux d'intérêt discutable. Car dans leur ensemble, ces propositions ne diffèrent pas de celles produites par la profession des économistes conventionnels libéraux orthodoxes, à l'exception des extrémistes du libéralisme dogmatique devenus minoritaires.

Dans cette analyse, la crise en cours serait une crise conjoncturelle provoquée par les excès dans l'expansion du crédit, même si on accepte qu'elle soit accompagnée de « problèmes structurels » sous jacents particuliers. Il s'agit donc d'une crise en V, dont la reprise rapide est possible. La croissance qui doit reprendre restera dynamisée par l'expansion financière, comme elle l'était avant l'effondrement de 2008. Les seules précautions à prendre sont destinées à éviter à l'avenir les dérives de cette expansion.

Dans sa dimension mondialisée le système doit reprendre sa croissance dans le même cadre libéral « ouvert » qui le caractérise depuis trois décennies, et éviter les réponses « protectionnistes » aux difficultés du moment, passagères.

Proche de la vision de la CIA exprimée dans son rapport « Le monde en 2010 » (dont j'ai proposé une lecture critique ailleurs), le rapport Stiglitz n'envisage pas de « bouleversements », mais seulement un poids commercial plus important de la Chine et des autres pays émergents.

Cette évolution pourrait être facilitée par – et faciliter à son tour – l'abandon progressif de la référence exclusive au dollar comme monnaie de réserve internationale. La réforme du système devrait se donner cet objectif.

2. Le rapport Stiglitz s'est donné apparemment des objectifs généreux, comme celui « d'améliorer le fonctionnement de l'économie mondiale pour le bien de tous les habitants de la planète », sans omettre la poursuite « des idéaux lointains de la croissance durable » etc.

Mais il ne s'agit là sans doute que des clauses de style incontournables. Aucun rapport de l'ONU ou d'un gouvernement quelconque ne prétendra poursuivre d'autres objectifs.

Dans deux directions, néanmoins, le rapport Stiglitz, proclame une intention d'aller plus loin que les libéraux extrémistes.

Il affirme en effet nécessaire « d'agir pour résoudre les problèmes structurels sous jacents » ; il « reconnaît que les marchés agissant souverainement ne sont pas par eux-mêmes auto correcteurs ».

Une première série de questions concernent donc les problèmes « structurels » mentionnés. Quels sont-ils, comment sont-ils conçus et analysés ? Quels sont les politiques proposées pour répondre aux défis qu'ils constituent ? Mais tout également : quels sont les « problèmes structurels » que le rapport ne mentionne pas.

La seconde série de questions concernent les correctifs proposés aux divagations du marché.

3. Les « questions écologiques » constituent un premier ensemble des « problèmes structurels » considérés. Il est devenu en effet impossible de les ignorer et il n'existe plus de pouvoir politique qui le fasse. Mais dans ce domaine comme dans les autres Stiglitz ne se démarque pas de l'orthodoxie libérale et ses propositions annihilent de fait toute considération sérieuse de ces questions (voir annexe 2).

En fait les « problèmes structurels » considérés dans le rapport excluent les deux grandes familles de questions qui définissent le défi majeur auquel le système contemporain est confronté.

La première de ces familles concerne l'organisation de la production et du travail. Il n'y nulle part le rapport même une simple allusion à la « crise (fin) du fordisme » par exemple qui est pourtant à l'origine de la crise longue depuis trois décennies et sans la considération de laquelle la faillite de l'industrie automobile – entre autre – reste sans explication. Ignorer la crise structurelle de l'accumulation fordiste c'est se condamner à ne pas comprendre comment celle-ci créait les conditions d'une offensive contre le travail et pourquoi la financiarisation en a été précisément le moyen. Mais comme on l'a déjà dit Stiglitz avec les autres économistes orthodoxes libéraux ne sont pas équipés pour intégrer ces questions dans leur « économie des marchés ».

La seconde famille des questions ignorées concerne le statut et la gestion des entreprises (du capital). L'existence même des groupes oligopolistiques n'est prise en considération qu'à travers les propos insignifiants du rapport invitant à la « révision de la gouvernance d'entreprise » ! Pourtant, face aux positions libérales orthodoxes de droite (en fait tout à fait réactionnaires) de Stiglitz, un large éventail de l'opinion publique est déjà conscient de la nécessité de remettre en question la gestion privative de ces groupes. J'en donne l'exemple de la profession des médecins qui, dans son ensemble, conçoit sans difficulté la nécessité de soumettre la gestion des industries pharmaceutiques aux impératifs de la satisfaction des besoins sociaux, voire pour le faire de les nationaliser.

Une autre série de « grandes » questions concerne évidemment les distances qui séparent, dans le système mondialisé, les « pays développés » (le Nord) de ceux « en voie de développement » (le Sud). Dans un rapport de l'ONU comme dans un rapport quelconque se situant dans le cadre de considérations sur la mondialisation cette distinction ne peut pas être « oubliée ». Mais comme on le verra plus loin ici également les propositions de Stiglitz ne sortent pas de la vision simpliste du « développement par étapes » (Rostow) du libéralisme orthodoxe qui, en fait, ignore la question.

4. L'orthodoxie libérale ne peut rien proposer de véritablement sérieux et efficace concernant la « régulation des marchés ». D'ailleurs dans ce domaine le rapport Stiglitz se situe en deçà de nombreux travaux conduits dans le cadre de l'économie conventionnelle.

Les propositions de Stiglitz dans ce domaine ne concernent pratiquement que la « gestion des risques financiers » (pages 14 et suivantes). La question de fond, qui est celle de savoir si la croissance « dynamisée par la finance » est une forme viable ou si au contraire elle est la réponse à une crise de l'accumulation, est tout simplement ignorée. Stiglitz est, avec les libéraux orthodoxes de droite, convaincu que le système de la croissance des deux décennies qui ont précédé l'effondrement de 2008 était fondamentalement « sain » et que par

conséquent quelques améliorations concernant « la gestion des risques financiers » constituent l'essentiel de ce qu'il « faut faire ».

Ces risques sont d'ailleurs gérés en fait par les oligopoles eux-mêmes et singulièrement leurs instruments d'intervention sur les marchés financiers. Stiglitz, comme les gouvernements du G7, ne remet pas en question ce « droit ». Il confie donc aux groupes concernés eux-mêmes la responsabilité de s'auto-corriger.

Encore doit-on dire que la lecture du rapport surprend pas la timidité – presque l'insignifiance – des propositions et révèle l'attachement farouche de Stiglitz à tous les préjugés concernant la « supériorité » du modèle « anglo saxon ». Par exemple Stiglitz défend le principe de la « comptabilité aux prix du marché » (le modèle des Etats Unis) et sans doute tient le principe de « la comptabilité aux prix historiques » de la tradition européenne pour stupide. Qu'il soit nécessaire, au contraire, que le principe étatsunien, qui offre des facilités aux mouvements spéculatifs de grande ampleur, soit remis en question, n'effleure pas son esprit. Et sans doute méprise-t-il ses nombreux collègues libéraux orthodoxes qui ne partagent pas son opinion (qui est plutôt celle des brokers de Wall Street que celle des économistes conventionnels sérieux).

On ne sera donc pas surpris que les propositions d'un retour à la séparation entre les banques commerciales et les banques d'investissement ne soit pas considérée sérieusement par Stiglitz. Encore devrait-on savoir que cette séparation – parfaitement justifiée par de nombreux économistes libéraux – risquerait fort d'être peu efficace, parce que les deux institutions concernées (la banque commerciale et la banque d'investissement aujourd'hui fusionnées, demain à nouveau séparées juridiquement), si elles appartiennent au même groupe oligopolistique, trouveront les moyens de communiquer entre elles pour annuler les effets de leur séparation.

On ne sera pas surpris davantage de constater que le rapport ne sait pas quoi dire et proposer sur le sujet des « agences de notation » (p. 16).

La proposition que la réglementation financière soit confiée au pays hôte et non au pays d'origine (p. 17) sera considérée plus loin, dans le cadre de l'examen des relations Nord-Sud.

5. Le rapport Stiglitz n'offre aucune perspective de décision autonome pour les pays du Sud. L'idée même de cette autonomie est parfaitement étrangère à son concept orthodoxe libéral de la « mondialisation ».

Sans doute Stiglitz fait-il la concession apparente de la nécessité du « traitement différencié des pays développés et des pays en voie de développement » (p. 20) et invite-t-il les premiers à « ouvrir leurs marchés aux exportations du Sud » (p. 9). En fait, cette concession se résume dans l'esprit de sa formulation à l'octroi de quelques années « de traitement de faveur », puisqu'il souhaite ouvertement la conclusion du cycle de Doha (p.9) qui ne prévoit rien de plus. Le rapport affiche une ignorance totale et sans doute méprisante à l'égard des critiques sévères et justifiées à l'endroit de l'OMC, pour lesquelles nous renvoyons le lecteur aux analyses dévastatrices de Jacques Berthelot et de Via Campesina, concernant le traitement des productions agricoles et alimentaires. Le rapport ne signale même pas les contre propositions faites par des groupes de pays du Sud. Au demeurant l'insistance sur l'ouverture du Nord aux exportations du Sud, conçue comme la voie royale de développement par l'orthodoxie libérale, élimine d'emblée l'examen d'une autre voie, fondée sur la priorité donnée à

l'élargissement du marché interne des pays du Sud (individuellement et collectivement) et sur la réduction relative de leurs exportations vers le Nord.

La question grave de la dette extérieure de certains pays du Sud ne donne lieu dans le rapport qu'à une proposition de « moratoire quand la dette est trop lourde » (p. 19). L'examen des analyses de la dette qui ont établi son caractère spoliateur, souvent immoral, et la revendication d'un audit de cette dette et de l'élaboration d'un droit international digne de ce nom dans ce domaine sont également parfaitement ignorés.

Stiglitz est resté ce qu'il était – un fonctionnaire de la Banque Mondiale à laquelle il n'a jamais adressé que des critiques mineures. C'est pourquoi les propositions de « gouvernance démocratique » de ces institutions (p 13) se limitent pour lui à l'association de quelques pays émergents à leur administration, dans la tentative d'en faire les complices du Nord qui restent en position de domination maîtresse de ces « agences » (en fait leurs agences de la gestion de la mondialisation).

Quelques propositions du rapport concernant le FMI peuvent donner l'illusion que Stiglitz invite à davantage. Par exemple proposition « d'achever l'émission de DTS approuvé par le FMI (en 1997 !) » (p. 6). Mais celle-ci ignore que, par les règles qui gouvernent cette émission, ce sont les pays les plus riches (en particulier ceux du Nord) qui en seront les bénéficiaires majeurs, tandis que les montants qui pourraient faciliter les règlements des pays pauvres du Sud demeurent insignifiants.

Stiglitz ne remet pas en cause les principes fondamentaux qui régissent la conditionnalité associée aux interventions du FMI quand bien même signale-t-il la nécessité d'atténuer leurs effets « pro-cycliques ». Le FMI reste ce qu'il est : l'autorité de gestion coloniale des monnaies des pays du Sud, auxquels s'ajoutent désormais ceux de l'Europe de l'Est. Les interventions récentes du FMI en Hongrie et en Lettonie en illustrent la réalité.

Sans doute Stiglitz semble-t-il reconnaître le droit légitime des pays du Sud à gérer leur compte capital (p. 8), voire à « contrôler les flux financiers » (p. 17). L'invitation faite à donner la priorité à la législation (libérale quand même, bien entendu) du pays hôte plutôt qu'à celle du pays d'origine des institutions bancaires – signalée plus haut – s'aligne sur ces concessions. Mais on pourrait faire observer que sur ces points Stiglitz ne fait qu'inviter le FMI à retourner aux principes qui furent les siens et n'ont été abandonnés, tard dans les années 1990, que sous la pression des libéraux dogmatiques extrémistes. Comme on pourrait observer que la résistance de la Chine, qui refuse toujours la libération financière mondialisée, est pour quelque chose dans cette rare note de réalisme politique du rédacteur du rapport.

Toujours est-il que Stiglitz reste sur les positions de l'orthodoxie libérale extrême qui refuse de remettre en question le principe des changes flexibles. Dans ces conditions il est douteux que la proposition qu'il retient – à savoir « l'élargissement des DTS » (p. 12) – ouvre la voie à la substitution d'un instrument de réserve international « nouveau » à l'usage dominant d'une monnaie nationale (en l'occurrence le dollar) comme monnaie de réserve internationale. Les autorités chinoises, elles, ont effectivement amorcé une évolution dans cette direction par des accords passés avec quelques partenaires du Sud. Et même si dans l'état actuel ces accords ne concernent qu'une fraction minime du commerce de la Chine (5 %), ils n'en demeurent pas moins l'exemple de ce que le Sud peut faire, sans chercher à obtenir un « consensus global » (c'est-à-dire l'approbation du Nord) qui l'y autorise. Les accords de

l'ALBA et de la Banco Sur s'inscrivent dans cet esprit, bien qu'ils n'aient pas encore donné lieu à une mise en œuvre effective importante.

Finalement la proposition de Stiglitz de mettre en place un « Conseil de Sécurité Economique » (le « Conseil Mondial de Coordination Economique ») demeure dans ces conditions ambiguë. S'agit-il de dresser un obstacle supplémentaire aux droits légitimes des pays du Sud de décider par eux-mêmes des formes de leur participation à la mondialisation, en imposant le « consensus global » ? On peut le soupçonner. Comme on peut soupçonner que si, par hasard (par malheur pour Stiglitz et ses collègues libéraux) les pays du Sud tentaient de mettre l'institution au service de leur propre concept du développement, ne verrait-on pas ceux du Nord en marginaliser le rôle, comme ils l'ont fait avec l'ONU, la CNUCED, le Conseil Economique et Social et bien d'autres institutions quand elles échappent à leur contrôle unilatéral ?

6. Les propositions de Stiglitz constituent un ensemble cohérent qui traduit une vision rigoureusement orthodoxe libérale.

La lecture du chapitre 2 de l'excellent ouvrage rédigé par Jean Marie Harribey et Dominique Plihou pour ATTAC (*Sortir de la Crise Globale* ; La Découverte 2009) permet de mesurer l'ampleur du désastre que représente le point de vue réactionnaire de Stiglitz tant au plan social qu'à celui du type de relations internationales qu'il implique.

Ces auteurs écrivent (p. 35) : « La financiarisation n'est pas un facteur autonome, elle apparaît comme la contrepartie logique de la baisse de la part salariale et de la raréfaction des occasions d'investissement suffisamment rentables. C'est pourquoi la montée des inégalités sociales (à l'intérieur de chaque pays et entre zones de l'économie mondiale) est un trait constitutif du fonctionnement du capitalisme contemporain ».

Or l'objectif de Stiglitz n'est autre que précisément de remettre en marche ce système, et de restituer à la financiarisation les fonctions décrites par ATTAC. Stiglitz fait le choix d'une société de plus en plus inégalitaire, aux plans nationaux et au plan mondial, annihilant par là même ses belles phrases concernant la « réduction de la pauvreté ».

Ce choix est celui de l'establishment des Etats Unis dans son ensemble, dont Stiglitz est le fidèle défenseur. Car en effet le modèle en question (« inégalités sociales et internationales associées à la financiarisation ») est le seul qui permette aux Etats Unis de maintenir leur position hégémonique. D'une double manière. D'une par ce qu'il permet de substituer à la carence de la demande associée à la surexploitation du travail une dynamisation par l'endettement. Et d'autre part parce qu'il permet de financer le déficit extérieur des Etats Unis par son ouverture à la mondialisation financière. Comme l'écrivent les auteurs de l'ouvrage d'ATTAC : « la réglementation de la finance est un remède nécessaire, mais qui ne peut suffire ... La financiarisation se nourrit de la baisse de la part salariale et des déséquilibres de l'économie mondiale. Pour dégonfler la finance, il faudrait donc fermer ces deux robinets ... ce qui implique une autre répartition des richesses et une autre organisation de l'économie mondiale » (p. 41).

Or précisément ni l'establishment des Etats Unis, ni Stiglitz, l'un de leurs plus fidèles serviteurs, n'acceptent la fermeture de ces robinets. Car la fermeture du robinet qui, par le canal du déficit extérieur des Etats Unis, alimente l'expansion du marché financier importerait

la crise sociale mondiale aux Etats Unis même. C'est pourquoi la crise est, comme je l'analyse, une crise double, à la fois du capitalisme tardif des oligopoles et de l'hégémonie des Etats Unis, ces deux dimensions de son déploiement étant indissociables. Le choix que Stiglitz défend est, de ce fait, inacceptable et, dans un horizon temporel bref ou moins bref, sera remis en question par la reconquête de l'autonomie de décision des pays du Sud qui en sont les victimes majeures.

7. Le modèle réactionnaire de « sortie par le haut » de la crise « financière » et de double restauration de la domination mondiale brutale des oligopoles et de l'hégémonie des Etats Unis, préconisé par Stiglitz n'est certainement pas le seul possible. Il est même probablement le moins réaliste, même s'il répond au souhait des administrations successives de Washington et, par la force des choses, des gouvernements subalternés de l'Europe atlantiste.

Il existe une autre famille de propositions de « sortie par la haut », préconisées par d'autres économistes tout également conventionnels mais néanmoins préoccupés de mettre en œuvre un plan de réformes conséquent du capitalisme mondial. Qu'on les qualifie de « keynésiens », ou de « néo-keynésiens », ou autrement importe peu.

Les inégalités sociales croissantes ne sont alors pas acceptées comme « le prix fatal nécessaire du progrès », mais au contraire analysées comme le produit de stratégies du capital des oligopoles, organisant les conditions qui lui sont favorables (la fragmentation du travail et la mise en concurrence internationale des travailleurs). Ces stratégies sont à l'origine de la longue crise de l'accumulation qu'elles perpétuent. La crise en cours n'est donc pas une crise conjoncturelle en V mais une crise longue en L. Un grand plan de relance axé sur la réduction des inégalités pourrait alors transformer le L en U.

Le plan est audacieux, il doit l'être. La nationalisation (point de départ d'une socialisation possible) n'est pas exclue (en particulier pour les institutions financières). La stabilisation des prix des valeurs mobilières autour de 50 % des prix artificiels et fabuleux que la financiarisation avait permis n'est pas considéré comme un désastre, mais au contraire comme une opération de purge saine. Faire reculer la marchandisation des services sociaux (éducation, santé, logement, transports publics, sécurité sociale et retraites) est conçu alors comme nécessaire et obligatoire. Un accroissement massif et durable de l'intervention publique, voire – pour le moyen terme des années à venir permettant la transformation du L en U – un accroissement des déficits publics enregistrés (ce qui vaut à ce plan la qualification de « keynésien »), n'est pas davantage considéré comme catastrophique. La « reprise » concerne alors en priorité l'économie productive, marginalisant l'impact des marchés financiers.

Le plan est voulu mondial, mais s'inscrit dans la perspective d'une mondialisation négociée, permettant aux différents pays et régions de la planète (Europe inclus) de favoriser en priorité leurs marchés internes et régionaux. Des stratégies de soutien systématique aux économies paysannes deviennent alors possibles et constituent la bonne réponse à la crise alimentaire. Les défis écologiques peuvent alors tout également être traités sérieusement, et non plus contournés par les oligopoles. Le plan mondial comporte son volet politique, qui s'ouvre par le renforcement des institutions et du droit internationaux. Il s'inscrit dans la vision d'une « mondialisation sans hégémonie ».

On aurait aimé voir les Nations Unies prendre l'initiative de propositions s'inscrivant dans cette perspective. C'est après tout le rôle que cette institution doit jouer.

L'erreur grave est de rechercher le « consensus global ». Car dans l'état actuel des choses un consensus authentique est impossible et la poursuite de cette chimère revient à s'aligner sur le G 7 réactionnaire, se substituant, comme le langage de tous les jours l'illustre, à « la communauté internationale ». Au demeurant une bonne partie des propositions de Stiglitz avaient déjà été adoptées par le G 7, déguisé en G 20. Sans que pour autant beaucoup des pays du Sud convoqués pour l'occasion, et d'autres qui ne l'ont pas été, n'aient témoigné un grand enthousiasme. Ils ont avalé la pilule sans grande conviction.

Mais si les choses sont ainsi cela signifie que le chaos du système mondial n'est pas en voie d'être dépassé. Au contraire, le monde est engagé sur le chemin d'un chaos toujours grandissant. La meilleure réponse alternative passe par le renforcement des chances d'une reconquête de l'autonomie du Sud, sans, pour le moment, chercher à convaincre le Nord par un faux « consensus ».

Post Scriptum

Le « draft outcome document of the Conference » préparé pour l'Assemblée Générale des Nations Unies réunie du 24 au 26 Juin 2009 confirme notre jugement sévère du « rapport Stiglitz ».

J'ignore ce que fut le rôle du rédacteur choisi par les puissances de la triade (le néerlandais Frank Majoor), et n'exclus pas qu'il se soit employé à diluer davantage le rapport Stiglitz, déjà insignifiant. Ce qui en est résulté est donc un texte sans portée, qui égrène les vœux pieux sans souci de formuler les conditions nécessaires pour leur mise en œuvre.

La recherche à tout prix d'un « consensus global » (paragraphe 6) est à l'origine de cette faillite annoncée. Car les puissances de la triade ne poursuivent encore qu'un seul objectif : faire entériner par les pays du Sud en désarroi leurs décisions unilatérales, elles mêmes conformes à la plus parfaite orthodoxie libérale, et rien de plus. La seule réponse qu'on puisse opposer à ce diktat doit être fondée sur l'abandon de la poursuite de ce faux consensus. Les pays du Sud doivent donc se donner les moyens d'agir à leur tour unilatéralement, aux plans nationaux et autant que possible régionaux comme à celui du groupe de 77 + Chine. Construire un « Bandung 2 » en dehors de tout faux consensus doit constituer l'objectif du combat de leurs peuples, nations et Etats.

ANNEXE 2

La question écologique et le développement prétendu durable

1. Les travaux de Wackernagel et Rees (première publication anglaise, 1996), amorcent une réflexion majeure pour la pensée sociale radicale tournée vers la construction de l'avenir. Les auteurs n'ont pas seulement proposé un concept nouveau, celui de **l'empreinte écologique**. Ils ont élaboré un système de **mesure** de celle-ci et inventé à cet effet son unité définie en termes « d'hectare-global », confrontant la bio-capacité des sociétés/pays (leur capacité de produire et reproduire les conditions de la vie sur la planète) à la consommation par ces sociétés/pays des ressources mises à leur disposition par cette bio-capacité.

Les conclusions auxquelles les auteurs sont parvenus sont inquiétantes. A l'échelle de l'humanité la bio-capacité de notre planète est de 2,1 hag par tête (soit pour 6,3 milliards d'habitants de 13,2 milliards hag). Par contre la moyenne mondiale de la consommation de ces capacités était déjà – au milieu des années 1990- de 2,7 hag. Cette « moyenne » masque une dispersion gigantesque, la moyenne pour les pays de la triade ayant déjà atteint un multiple (de l'ordre de 4 fois) de la moyenne mondiale. Une bonne partie de la bio-capacité des sociétés du Sud est captée par et au bénéfice des centres. Autrement dit l'expansion du capitalisme réellement existant est destructeur de la Planète et de l'humanité et la poursuite de la logique de cette expansion exige soit un véritable génocide des peuples du Sud – « en trop » - au moins soit leur maintien dans une pauvreté appelée à s'aggraver sans cesse. Un courant écolo-fasciste se dessine qui donne légitimité à ce type de solution du problème.

2. L'intérêt de ces travaux va au-delà de leurs conclusions. Car il s'agit là d'un calcul (je dis bien calcul et non pas discours) tenu en termes de la **valeur d'usage** des ressources de la Planète illustré par leur mesure en hectares-globaux (hag), pas en dollars.

La preuve est donc faite que la valeur d'usage sociale peut faire l'objet de calculs parfaitement rationnels. Cette preuve est décisive par sa portée puisque le socialisme est défini en termes de société fondée sur la valeur d'usage et non la valeur d'échange. Et que les défenseurs du capitalisme – fin – de – l'histoire ont toujours tenu le socialisme pour une utopie irréaliste parce que – selon eux – la valeur d'usage ne serait pas mesurable, sauf à la confondre avec la valeur d'échange (fondée sur « l'utilité » dans l'économie vulgaire).

La prise en compte de la valeur d'usage (dont la mesure de l'empreinte écologique constitue un premier bel exemple) implique que le socialisme doit être « écologique », ne peut être qu'écologique comme le proclame Altvater (« Solar Socialism » or « no socialism »). Mais elle implique aussi que cette prise en compte est impossible dans un système capitaliste quelconque, même « réformé », comme on le verra plus loin.

3. Marx en son temps n'avait pas seulement soupçonné l'existence du problème en question. Il en avait déjà formulé l'expression de l'existence par la distinction rigoureuse qu'il faisait entre la valeur et la richesse, confondues par l'économie vulgaire. Marx dit explicitement que l'accumulation capitaliste détruit les bases naturelles sur lesquelles elle se fonde : l'homme (le travailleur aliéné et exploité, dominé et opprimé) et la terre (symbole de la richesse naturelle offerte à l'humanité). Et quelles que soient les limites de cette expression, prisonnière comme toujours de celles de l'époque, elle n'en demeure pas moins la

manifestation d'une conscience lucide du problème (au-delà de l'intuition) qui mérite d'être reconnue.

Il est donc regrettable que les écologistes de notre époque, Wackernagel et Rees inclus, n'aient pas lu Marx. Cela leur aurait permis d'aller plus loin dans leurs propres propositions, d'en mieux saisir la portée révolutionnaire, et même, évidemment, d'aller plus loin que Marx lui-même sur ce sujet.

4. Cette déficience de l'écologie moderne facile sa capture par l'idéologie de l'économie vulgaire en position dominante dans le monde contemporain. Cette capture est déjà en cours, et même bien avancée.

L'écologie politique (comme celle proposée par Alain Lipietz) se situait à l'origine dans l'éventail de la gauche politique, « pro-socialiste ». Par la suite les mouvements (puis partis) « verts » se sont classés dans le centre gauche, par l'expression de leurs sympathies envers la justice sociale et internationale, la critique du « gaspillage », la sensibilité au sort des travailleurs et des peuples « pauvres ». Mais, au-delà de la diversité de ces mouvements, on devra constater qu'aucun d'entre eux n'avait établi une relation rigoureuse entre la dimension socialiste authentique nécessaire en réponse au défi et celle de la prise en compte non moins nécessaire de sa dimension écologique. Pour y parvenir on ne peut pas faire l'impasse sur la distinction valeur/richeesse qui trouve son origine chez Marx.

La capture de l'écologisme par l'idéologie vulgaire opère sur les deux plans : d'une part par la réduction du calcul en valeurs d'usage à un calcul en valeurs d'échange « amélioré », et d'autre part par l'intégration du défi écologique dans l'idéologie du « consensus ». L'une et l'autre de ces opérations annihilent la prise de conscience lucide qu'écologie et capitalisme sont antagoniques par nature.

5. La capture du calcul écologique par l'économie vulgaire avance à pas de géants. Des milliers de jeunes chercheurs, aux Etats Unis et par imitation en Europe, sont mobilisés à cet effet.

Les « coûts écologiques » sont, dans cet esprit, assimilés à des économies externes. La méthode vulgaire du calcul coûts/bénéfices propre à la mesure de la valeur d'échange (elle-même confondue avec le prix du marché) est alors mobilisée pour définir un « prix juste » intégrant les économies et les déséconomies externes. Et le tour est joué.

Bien entendu les travaux – fortement mathématisés – conduits dans le cadre de cette méthode traditionnelle de l'économie vulgaire ne disent pas comment le « prix juste » calculé pourrait devenir celui du marché réellement existant. On imagine donc que des « incitations », fiscales et autres, pourraient être suffisamment efficaces pour produire cette convergence. La preuve qu'il pourrait en être ainsi est absente.

En fait, on le voit déjà, les oligopoles se sont emparés de l'écologisme pour justifier l'ouverture de champs nouveaux à leur expansion destructrice. François Houtart en a donné une illustration décisive dans son ouvrage sur les agro carburants. Le « capitalisme vert » est désormais l'objet des discours obligatoires des hommes/femmes de pouvoirs dans la triade (de droite et de gauche) et des dirigeants des oligopoles. L'écologisme en question est bien entendu conforme à la vision dite de la « soutenabilité faible » (jargon d'usage), c'est-à-dire

de la marchandisation des « droits à l'accès aux ressources de la planète ». Stiglitz se rallie ouvertement à cette position, en proposant (page 20 du rapport) « la mise aux enchères des ressources mondiales (pêche, permis de polluer ...) ». Une proposition qui revient tout simplement à soutenir les oligopoles dans leurs ambitions d'hypothéquer davantage l'avenir des peuples du Sud.

6. La capture du discours écologiste par la culture politique du consensus (expression nécessaire de la conception du capitalisme – fin – de – l'histoire) n'est pas moins avancée.

Cette capture emprunte la voie facile. Car elle répond aux aliénations et illusions dont se nourrit la culture dominante, qui est celle du capitalisme. Voie facile parce que cette culture existe réellement, est en place, et en place dominante dans l'esprit de la majorité des êtres humains, au Sud comme au Nord.

En contrepoint l'expression des exigences de la contre culture du socialisme engage dans une voie difficile. Car la culture du socialisme n'est pas là, devant nous. Elle est futur à inventer, projet de civilisation, ouverte à l'imaginaire inventif. Des formules (comme « la socialisation par la démocratie et non par le marché » ; « la dominance de la culture substituée à celle de l'économique et de la politique à son service »), ne suffisent pas, en dépit de la puissance qu'elles ont pour amorcer le processus historique de la transformation. Car il s'agit d'un processus long, « séculaire », la reconstruction des sociétés sur d'autres principes que ceux du capitalisme tant au Nord qu'au Sud, ne pouvant être imaginée « rapide ». Mais la construction de l'avenir, même lointain, commence aujourd'hui.

Note :

Cette critique concerne le rapport préparé par une commission désignée par le Président en exercice de l'Assemblée Générale des Nations Unie, Padre Miguel D' Escoto, et présenté à cette même Assemblée, réunie du 24 au 26 juin 2009. Le professeur Stiglitz, président de la commission avait visiblement imposé ses vues personnelles. L'Assemblée de l'ONU, à peine signalée par les médias, a donc essuyé un « échec ». En réalité une victoire des pays du Sud qui, en s'abstenant de se faire représenter au niveau requis, ont manifesté par là même leur refus d'entériner les décisions unilatérales du Nord, seules retenues dans le rapport.